Pensions : une mesure « correctrice » qui n'en est pas une et laisse à nouveau les femmes de côté !

Alors que les mesures d'économie faites sur le dos des femmes et des plus précaires n'en finissent pas de se succéder, le Gouvernement fédéral parle néanmoins de légères compensations ou corrections sociales.

Le front commun syndical pointe la supercherie derrière ces pseudos corrections, notamment derrière celle prévue concernant l'augmentation des pensions minimum de 1%.

1% c'est fort peu et semble plutôt relever du symbolique, surtout quand en parallèle tout est fait pour rendre plus difficile la constitution de pensions correctes. Le front commun souligne en plus que cette augmentation ne concernerait que les pensionné-e-s rentrant dans les conditions d'une pension minimum ET réunissant 45 années de carrière ET un nombre minimum de jours de travail réellement prestés.
Tant pis pour les personnes ayant des carrières incomplètes ou avec des interruptions, tant pis pour celles et ceux ayant des périodes assimilées, tant pis pour celles et ceux qui ont travaillé à temps partiel… Donc : tant pis pour de nombreuses femmes pensionnées ! Alors que du fait notamment de ces même données de carrières, **les pensions des femmes sont déjà bien plus basses en moyenne que celles des hommes**.
Les chiffres avancés par les syndicats sur base des données de l'ONP sont criants. Très peu de personnes seront concernées : seulement 11,1% de l'ensemble des femmes pensionnées et 15,26% des hommes. Et quand on ne regarde que les personnes ayant une pension minimum, l'écart entre les femmes et les hommes est encore plus flagrant : seulement 39% des femmes pourraient avoir droit à ces 1% contre 54% des hommes, ne serait-ce que parce que **la plupart d'entre elles n'ont pas une carrière de 45 années**.

Une nouvelle fois, le Gouvernement ne s'intéresse pas à l'impact de ses politiques sur les inégalités hommes-femmes, ni sur la précarité des femmes .

Le dossier du front commun syndical montre pourtant, arguments et chiffres à l'appui, que le **gendermainstreaming** est possible. Vie Féminine, qui exige son application de longue date, se joint à la demande faite au Gouvernement de corriger ses erreurs.